CITOYENNETÉ, INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS ET PARTICIPATION ÉLECTORALE : DÉFIS CONCEPTUELS

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Metropolis. Titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'université Concordia, il a enseigné à l'université du Québec à Montréal et à l'université McGill. Il a enseigné l'histoire de l'immigration au Québec, des minorités ethniques au Québec et des minorités de langue officielle au Canada et le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des revues universitaires et des journaux publiés à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur les questions de l'immigration, du multiculturalisme, des droits de la personne et des langues officielles.

INTRODUCTION

Parmi les universitaires et les décideurs politiques, le concept de citoyenneté a pris une signification de plus en plus large et suscite parfois des discussions approfondies sur l'engagement social et politique. Une plus grande attention est également accordée à l'intersection entre l'acquisition de la citoyenneté et l'identité. Dans son ouvrage de référence *Immigration and Citizenship*, le sociologue allemand Christian Joppke (2010) examine les différentes dimensions de cette relation d'un point de vue théorique et pratique en Amérique du Nord, en Europe et en Australie. Il identifie trois dimensions clés dans cette relation : le statut (concernant l'appartenance formelle à un État), les droits (concernant les privilèges auxquels on pourrait avoir droit dans son propre État ou dans un autre) et l'identité (concernant les croyances et les valeurs auxquelles les citoyens d'un État ou d'une société particulière sont censés adopter).

Le discours politique canadien sur l'immigration établit des liens entre la citoyenneté et l'intégration des nouveaux arrivants. En se référant aux droits et aux responsabilités des nouveaux arrivants, le guide d'étude officiel pour l'examen de la citoyenneté du Canada – *Découvrir le Canada* – fait référence au respect de la loi, de prendre en charge ses propres responsabilités et celles de sa famille, et, voter aux élections. Le guide (2021) ajoute que : « ...le droit de vote s'accompagne de la responsabilité de voter aux élections fédérales, provinciales ou territoriales et locales. » Il est donc évident que la

participation électorale des immigrants est considérée comme un indicateur clé de l'intégration des nouveaux arrivants.

Utiliser la participation des électeurs comme un indicateur clé de la citoyenneté active et, à son tour, comme prédicteur de l'intégration des migrants, risque de constituer une vision trop étroite au regard des indicateurs multiples et croisés qui contribuent à l'insertion réussie des nouveaux arrivants. En effet, l'évaluation de la participation électorale est peut-être meilleure dans une perspective plus large de la participation démocratique des nouveaux arrivants. Par ailleurs, si l'on se concentre exclusivement sur le vote, on risque de négliger d'autres facteurs clés qui appuient ou compromettent la participation démocratique des nouveaux arrivants. En outre, se concentrer uniquement sur les écarts entre immigrants et non-immigrants, même en tenant compte de filtres sociodémographiques et d'autres variables de contrôle, pourrait ne pas saisir suffisamment l'importance de certains marqueurs identitaires (âge, genre, ethnicité et identification raciale) pour expliquer ces écarts. Une analyse plus approfondie est donc nécessaire pour comprendre dans quelle mesure ces écarts reflètent les défis à l'intégration des nouveaux arrivants ou s'ils sont associés à des obstacles liés à l'intégration elle-même. Dans ce qui suit, nous utiliserons des données d'enquête pour examiner si l'accent mis sur la participation électorale peut être utilisé comme baromètre pour mesurer une intégration réussie et une citoyenneté « active ».

CONCEPTS D'INTÉGRATION ET PARTICIPATION DES ÉLECTEURS

Comme indiqué ci-dessus, la participation démocratique est devenue une dimension ou un indicateur clé de la citoyenneté. À cet égard, les institutions politiques européennes ont souligné l'importance de promouvoir la participation politique en appuie aux bonnes pratiques de ce qu'elles appellent la citoyenneté active (Commission européenne, 2012).

Elles ont également établi un lien entre l'intégration des immigrants et la participation des électeurs, comme illustré dans le manuel de la Commission européenne sur l'intégration, qui note que : « La participation politique des immigrants est une dimension du processus d'intégration : plus la participation politique est grande, plus l'intégration dans le domaine démocratique est importante » [Traduction libre] (Commission européenne, 2004).

Pour sa part, l'Organisation de coopération et de développement économiques a observé que le fait de s'impliquer activement dans la société du pays d'accueil est essentielle pour l'intégration des immigrants et a des retombées pour leur bien-être. Comme elle le souligne, « en faisant entendre leur voix, en s'intéressant au fonctionnement de leur société d'accueil et en participant aux décisions qui façonnent son avenir, les immigrants deviennent une partie intégrante de leur nouveau pays, c'est là l'objectif même de l'intégration » [Traduction libre] (OCDE, 2018). En tant que tel, la participation des électeurs est décrite comme un élément fondamental de l'engagement civique des immigrants et un signe d'intégration.

RÉSULTATS DES DONNÉES

Comme on peut le constater ci-dessous, les immigrants au Canada sont moins susceptibles que

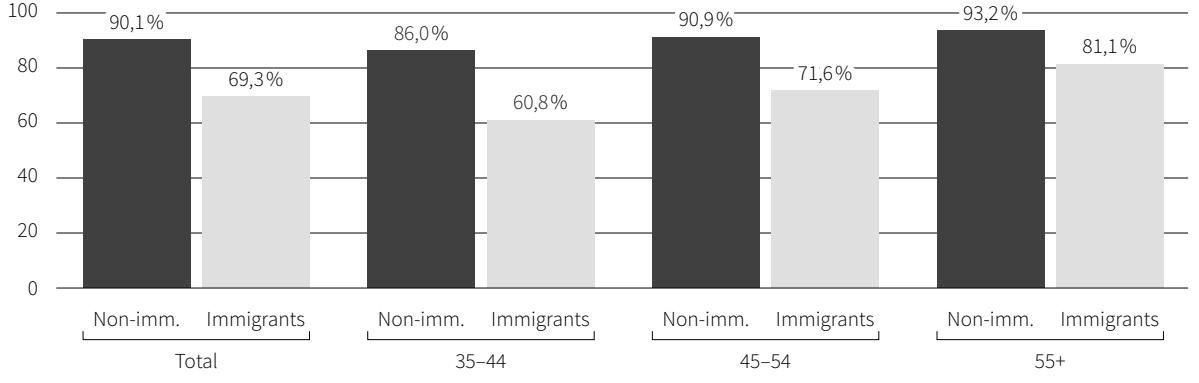
les non-immigrants de déclarer avoir voté lors de la précédente élection fédérale. (Remarque : Il est important de garder à l'esprit qu'il s'agit d'auto-évaluations). L'écart est particulièrement influencé par les cohortes d'âge, le groupe le plus jeune interrogé (âge 25–34) étant beaucoup moins susceptible de déclarer avoir voté que les personnes de plus de 55 ans, d'où l'écart entre les non-immigrants et les immigrants est réduit à un peu plus de 10 points (voir Figure 1).

En ce qui concerne les minorités visibles, la figure ci-dessous montre des écarts considérables dans la participation électorale entre les Canadiens n'appartenant pas à une minorité visible et les Canadiens appartenant à une minorité visible. Des écarts similaires sont observés lorsqu'on compare les minorités visibles non immigrantes aux personnes ne s'identifiant pas à une minorité visible, ainsi que les minorités visibles immigrantes versus les immigrants qui ne s'identifient pas à une minorité visible. Par conséquent, le statut de minorité visible est un facteur prédictif de la participation électorale, indépendamment du fait qu'il soit lié ou non au statut d'immigrant (voir Figure 2).

La figure 3 explore l'intersection de l'âge avec le moment d'arrivée des immigrants et confirme qu'il existe un écart considérable entre les différents groupes d'âge, indépendamment de la date d'arrivée, et que cette dernière est un prédicteur clé de la participation électorale, les immigrants les plus anciens étant nettement plus enclins à déclarer qu'ils ont voté aux élections fédérales que ceux qui sont arrivés plus récemment.

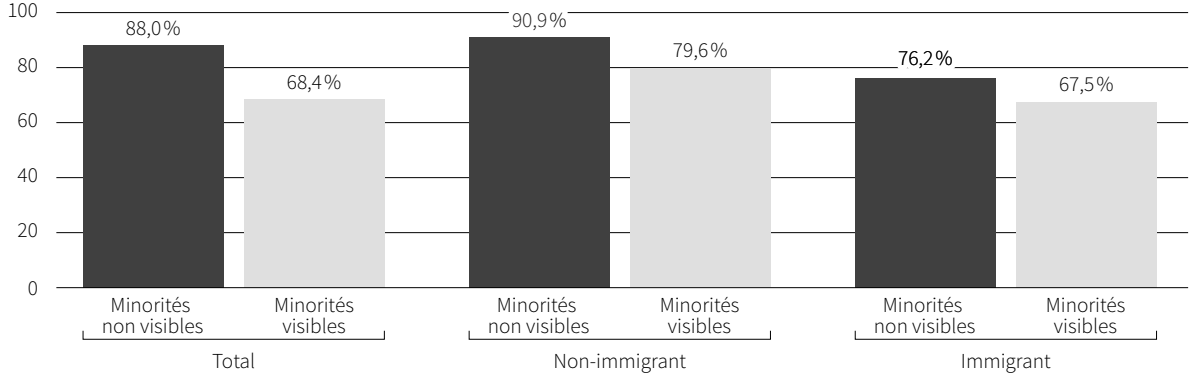
Un autre facteur sociodémographique à prendre en compte dans la participation électorale est le genre, où, indépendamment du statut d'immigrant, nous observons un écart important dans la Figure 4 entre

FIGURE 1. A VOTÉ AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS FÉDÉRALES



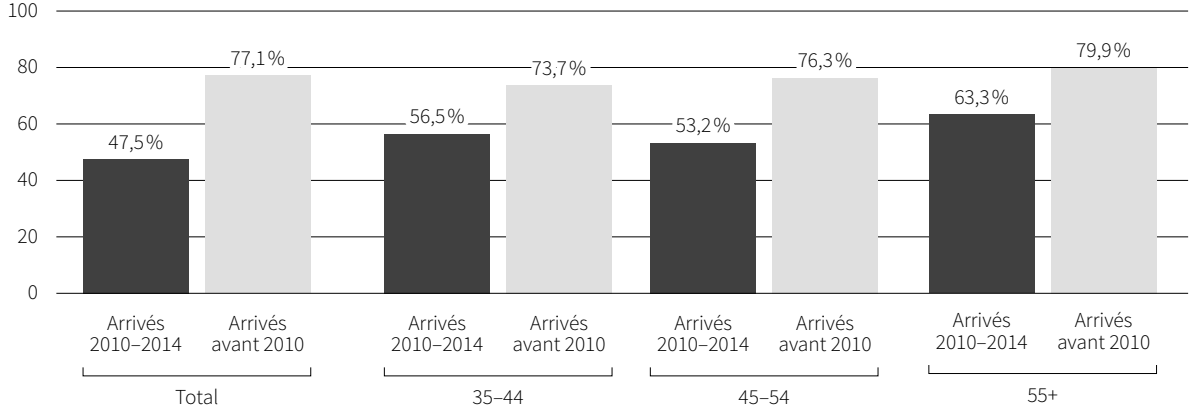
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2020.

FIGURE 2. A VOTÉ AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS FÉDÉRALES



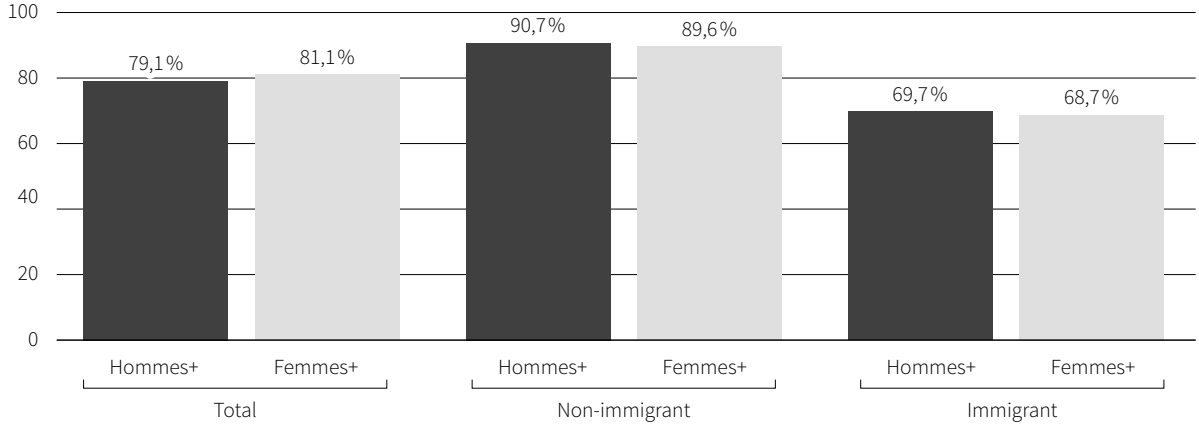
Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2020.

FIGURE 3. LES IMMIGRANTS QUI ONT VOTÉ LORS DE LA DERNIÈRE ÉLECTION FÉDÉRALE – PAR ÂGE ET ANNÉE D'ARRIVÉE



Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2020.

FIGURE 4. A VOTÉ AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS FÉDÉRALES



Source : Statistics Canada, General Social Survey, 2020.

les hommes et les femmes, tant pour les immigrants que pour les non-immigrants.

AU-DELÀ DE LA PARTICIPATION

Nous avons présenté dans les figues ci-dessus une comparaison de la participation électorale des immigrants et non-immigrants, en fonction de leur statut de minorité visible, de leur âge et de leur genre. À divers degrés, ces marqueurs sociodémographiques et identitaires sont clairement des prédicteurs significatifs de la participation. Ce que les données ne nous disent pas, ce sont les aspects à prendre en considération pour expliquer les écarts et/ou ce qui pourrait entraver la citoyenneté active. De ce fait, associer une participation électorale plus faible des immigrants à un sentiment affaibli de citoyenneté nécessite une enquête plus approfondie pour déterminer pourquoi il en est ainsi.

Parmi les explications courantes des taux réduits en matière de participation électorale figurent le manque d'intérêt et de connaissance des processus politiques, le manque de confiance dans les hommes politiques et le cynisme croissant à l'égard des institutions démocratiques. Nous avons examiné certains aspects de l'engagement démocratique à l'aide d'un sondage d'opinion réalisé par Leger Marketing pour l'Association d'études canadiennes (AEC). Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les Canadiens suivent de près la vie politique, s'ils s'estiment mieux informés sur la politique que la plupart des gens, s'ils pensent que leur vote est pris en compte et, enfin, s'ils pensent que les décisions prises par les hommes politiques ont un impact significatif sur leur vie quotidienne. Les résultats mettent en évidence des différences significatives dans les réponses fournies en fonction de l'âge et du genre.

En ce qui concerne la mesure dans laquelle les répondants disent suivre de près la politique canadienne, les écarts en fonction du genre et de l'âge sont beaucoup plus importants que l'écart entre les personnes nées au pays et celles nées à l'étranger (voir Tableau 1).

Comme l'illustre le Tableau 2, lorsqu'il s'agit de savoir si chaque vote a de l'importance, la cohorte la plus jeune (18–34 ans) est moins susceptible que la cohorte la plus âgée (55 ans et plus) de penser que son vote a de l'importance. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient mieux informés sur la politique, les hommes (45 %) sont nettement plus enclins à le penser que les femmes (23 %). Gardons à l'esprit, bien sûr, que cela ne signifie pas que les hommes ont raison dans leur perception.

CONCLUSION

Les pays qui ont une longue histoire d'immigration et/ou ceux qui connaissent actuellement des flux migratoires reconnaissent de plus en plus la nécessité de mettre en place des politiques d'intégration efficaces et des mesures d'évaluation de performances. Les écarts entre les immigrants

TABLEAU 1.

JE SUIS DE PRÈS LA POLITIQUE CANADIENNE	TOTAL	NÉ AU CANADA	NÉ HORS DU CANADA	HOMME	FEMME	18–34	35–54	55+
Oui	47%	49%	42%	58%	37%	35%	42%	60%
Non	48%	48%	49%	39%	56%	60%	53%	36%
Je ne sais pas / je préfère ne pas répondre	5%	4%	9%	3%	7%	5%	6%	4%

Source : Leger Marketing pour l'Association d'études canadiennes : 25–29 septembre 2023.

TABLEAU 2.

	TOTAL	NÉ AU CANADA	NÉ HORS DU CANADA	HOMME	FEMME	18–34	35–54	55+
My vote matters	76,6%	77,9%	71,6%	75%	78%	69%	72%	85%
I am better informed about politics than most people	33,8%	35,2%	28,3%	45%	23%	30%	33%	37%

Source : Leger Marketing pour l'Association d'études canadiennes : 25–29 septembre 2023.

et non-immigrants dans divers modes de participation démocratique offrent des indicateurs pertinents pour évaluer les résultats en matière d'intégration. Cependant, de telles comparaisons devraient tenir compte des marqueurs identitaires et des caractéristiques sociodémographiques pour établir correctement un certain degré de causalité lors de l'élaboration de conclusions à cet égard. Cela est d'autant plus important lorsqu'il s'agit d'établir un lien entre l'intégration et la citoyenneté, car la première est conceptuellement liée à des formes d'accommodement mutuel entre immigrants et non-immigrants, alors que ce n'est pas forcément le cas lorsque ces phénomènes sont perçus à travers le prisme de la citoyenneté.

Aborder la participation électorale comme une expression de l'intégration des nouveaux arrivants et/ou de la citoyenneté active nécessite un examen plus approfondi des facteurs sociaux et/ou économiques susceptibles d'expliquer ces écarts, sans quoi l'évaluation sera incomplète.

ANNEXE

Méthodologie de l'enquête : Leger Marketing pour l'Association d'études canadiennes, le sondage a été réalisé durant la semaine du 25 septembre 2023 pour l'Association d'études canadiennes par le biais d'un panel web auprès de 1 502 Canadiens. Une marge d'erreur ne peut être associée à un échantillon non probabiliste dans un sondage par panel ; et à des fins de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 502 répondants aurait une marge d'erreur de ±2,5 %, 19 fois sur 20.

RÉFÉRENCES

European Commission, *Handbook on Integration* (2004) Première édition. European Commission (Directorate General for Justice, Freedom and Security) Directorate-General. http://ec.europa.eu/justice_home

European Commission, *Political Participation and EU Citizenship : Perceptions and Behaviours of Young People – Evidence from Eurobarometer Surveys*. Rapport produit par The Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA), 2012. https://ec.europa.eu/assets/eac/youth/policy/documents/perception-behaviours_en.pdf

Immigration Refugees and Citizenship Canada. *Discover Canada : The Rights and Responsibilities of Citizenship*, Guide d'étude, 2021. www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/english/pdf/pub/discover.pdf

Christian Joppke, *Citizenship and Immigration*, Cambridge, Oxford, Boston, Polity, 2010.

Sondage, Leger Marketing pour l'Association d'études canadiennes, 25–29 septembre 2023.

OECD-European Commission, *Settling in 2018 : Indicators of Immigrant Integration*, 9 décembre 2018. www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/indicators-of-immigrant-integration_67899674-en

Statistiques Canada, *Enquête sociale générale*, 2020.